

Le nouveau **MINISTRE DES TRANSPORTS** persiste à vouloir liquider **FRET SNCF** !

Ce 28 Octobre 2024, le nouveau ministre des transports F. Durovray a **confirmé**, avec un certain cynisme, l'intégralité du plan de discontinuité présenté par la direction SNCF ! Alors que ce gouvernement vient de mettre à la charge de la SNCF et des cheminots 2,3 milliards d'euros qu'il aurait dû verser de 2025 à 2027 pour financer le réseau et qu'il met en avant son plan car express, pour Fret SNCF, c'est : « *circulez y'a rien à voir* », **aucun argument n'est entendable pour notre néo-ministre** :

- « **L'urgence écologique** ... l'objectif du ministre est de retirer des voitures des routes ... avec « des cars express » !
- L'urgence sociale** ... Les salariés concernés vont retrouver un job ; ils n'ont pas à se plaindre !
- Le calendrier inconnu de l'enquête menée par la commission européenne** ... Il ne répond pas et attend un courrier de la commissaire européenne !
- Les milliers de camions qui vont se retrouver sur la route à la suite de la casse de l'outil du fret ferroviaire** ...
Ce n'est pas chiffré, donc il réfute nos analyses syndicales !
- Les mesures législatives à prendre pour soutenir Fret** (*transit, embranchement des zones d'activités, décarbonation*),
On va donner 200 millions de subvention (70 pour Fret SNCF)

Allant jusqu'à remercier la direction de Fret SNCF d'avoir mené à bien la mission de liquidation confiée par l'ex-ministre, il annonce également que la commission européenne a accepté que le groupe SNCF reprenne à son compte le surcoût du régime spécial de retraite, là, pas de problème d'aide illégale. Mais il est vrai que l'objectif avoué d'ouverture du capital de Rail Logistics Europe assez rapidement permet aux libéraux de fermer les yeux !



Le choix du moratoire est possible, ils doivent l'entendre !

Comme l'a écrit la commission parlementaire qui s'est réunie sur ce sujet de Fret SNCF, le moratoire pour évaluer l'impact sur l'outil industriel et les conséquences de la discontinuité sur le report modal est possible et recommandé.

Nous ne lâcherons pas, c'est l'avenir du fret ferroviaire, des 5000 cheminot.es et d'une politique des transports écologique qui sont en jeu.

À la sortie du ministère, les 4 organisations syndicales représentatives de la SNCF ont décidé de ne pas baisser les bras, aussi bien au niveau du gouvernement qu'envers la direction SNCF.

Le gouvernement refuse le bras de fer avec la commission européenne ; unitairement, nous allons continuer la riposte syndicale, politique et associative pour construire le rapport de force pour imposer la sortie du fret ferroviaire des marchés de la concurrence. La direction SNCF l'a encore montré aujourd'hui, elle a déjà tout préparé pour liquider fret et imposer un dumping social à ses salarié.es. Dès demain, face à une telle violence sociale, l'ensemble des syndicats va s'opposer à cette marche forcée par tous les moyens !

DEPUIS 20 ANS, LES CHEMINOT.ES DU FRET ONT ÉTÉ TRAHIES PAR LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS ET LES DIFFÉRENTS MINISTRES DES TRANSPORTS ... LA DIRECTION VEUT ENFONCER LES CLOUS DU CERCUEIL EN LIQUIDANT CE QUI RESTE.

LAISSER FAIRE, C'EST LA GARANTIE QUE CE SCENARIO SE REPRODUIRA RAPIDEMENT DANS LES AUTRES ACTIVITÉS DE LA SNCF. NOUS DEVONS TOUS LUTTER À LEURS CÔTÉS POUR ÉVITER LE DÉSASTRE ET GAGNER UN AUTRE AVENIR POUR TOUS LES CHEMINOT.ES !

